IR. - 1 - L. 7437/1.

23. FEV 1961
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

(Coordination (2))

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 3 février 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et organisant le recrutement aux grades de la première catégorie des agents de l'Etat", a donné le 10 février 1961 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e februari 1961 door de Minister van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 october 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel en tot inrichting van de werving voor de graden van de eerste categorie van het Rijkspersoneel", heeft de 10e februari 1961 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Dans le but d'assurer un meilleur recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et de préparer cuex-ci de manière plus complète à l'exercice des fonctions qui leur seront confiées, le projet apporte d'importantes modifications à l'organisation du recrutement des agents de cette catégorie. Le projet a pour principal objet d'opérer pour ceux-ci une réforme profonde du stage. Mais il prévoit aussi certaines modifications importantes à l'organisation des épreuves.

II. Il importe d'être attentif aux conséquences des modifications apportées à l'organisation des épreuves.

Sur base de la réglementation actuellement en vigueur, les concours d'admission au stage sont toujours organisés en vue de l'attribution d'emplois bien déterminés. L'article 23 du statut du 2 octobre 1937 dispose que "Les concours sont organisés ... pour un nombre déterminé d'emplois". Il résulte de l'article 13 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939, complété par l'arrêté royal du 1er décembre 1958, que le concours a toujours pour but de "compléter" certains "cadres administratifs" préalablement indiqués. La conséquence de ce système de recrutement est que l'attribution des emplois peut se faire selon des règles très précises qu'il s'agisse des emplois déjà vacants à la date de la clôture du procès-verbal du concours d'admission au stage, ou des emplois où, "pendant un délai de deux ans qui prend cours à la date (de ce procès-verbal)", "de nouvelles vacances viennent à s'ouvrir dans les cadres administratifs que le concours avait pour but de compléter" (arrêté royal du 2 octobre 1937, article 26; arrêté royal du 20 janvier 1939, article 13).

.../...

En vue d'unifier l'organisation des épreuves de recrutement et les méthodes de formation des stagiaires , le projet institue pour l'admission au stage préparatoire à l'entrée en première catégorie, un concours d'admission annuel unique commun à l'ensemble des Ministères. Après s'être informé auprès de chaque Ministre de ses prévisions au sujet des besoins de recrutement de son département, le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité établit un plan d'ensemble. Aux termes de l'article 20, (4) nouveau inséré dans le statut du 2 octobre 1937 par l'article 2 du projet, ce Ministre détermine le nombre de stagiaires à recruter et les conditions requises dans le chef des candidats.

Le nouveau système implique que le concours d'admission au stage n'a plus pour enjeu un certain nombre d'emplois prévus aux cadres, mais seulement un certain nombre de places de stagiaires. Par la nature même des choses, les prévisions ne peuvent être qu'approximatives; aussi, il n'est pas possible d'établir une corrélation absolue entre une place de stagiaire et tel emploi indiqué au cadre organique de telle administration.

a. Dans le système du projet, il devient par conséquent nécessaire de fixer les règles selon lesquelles les emplois des cadres organiques des administrations seront attribués aux candidats qui, ayant satisfait à toutes les épreuves imposées, sont admis

.../...

à bénéficier d'une nomination à titre définitif. Le projet ne contient pas semblables règles et présente donc, sur ce point, une grave lacune. En effet, aux termes de l'article 20 (18) , "les stagiaires admis à poursuivre leur formation sont (pour la seconde période du stage) attachés au Ministère où, en cas de réussite, ils doivent être affectés". Et aux termes de l'article 20 (30), "le stagiaire autorisé à être admis définitivement est nommé au grade pour lequel il s'est porté candidat et affecté à un emploi définitif vacant de son grade, dans le Ministère où il a accompli sa deuxième période de formation". Telles qu'elles sont rédigées, les deux dispositions renvoient l'une à l'autre.

Selon les explications du fonctionnaire délégué par le Ministre, l'article 20 (18) tend, en réalité, à confier à la Commission des stages un pouvoir largement discrétionnaire en ce qui concerne l'affectation aux emplois. La Commission sera naturellement liée par les critères objectifs découlant des conditions imposées par les lois ou les règlements; mais, pour le surplus, il lui appartiendra d'apprécier d'après les aptitudes du stagiaire, à quel Ministère il est le plus conforme à l'intérêt public de le destiner. Le projet devrait être amendé de manière à traduire exactement les intentions de ses auteurs et à attribuer explicitement à la Commission des stages le pouvoir très important qui vient d'être défini.

.../...

Au surplus, si on ne peut admettre que la Commission des stages soit liée par la volonté du stagiaire, rien n'interdit de permettre à ce dernier d'exprimer certaines préférences. C'est ce que faisaient l'article 26, alinéa 2, du statut du 2 octobre 1937 et plus explicitement encore l'article 13, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 janvier 1939. Au contraire, le projet permet au stagiaire, par l'article 20 (24), d'exprimer des préférences pour son affectation au cours de la troisième période de stage et ne lui donne pas la même faculté pour ce qui est de son affectation définitive.

b.Comme on l'a déjà observé, même faites avec le plus grand soin, les prévisions des besoins de recrutement ne peuvent être qu'approximatives.

L'institution par le projet d'un concours annuel unique ne permet pas à l'administration d'organiser des concours d'admission supplémentaires si des vacances d'emplois viennent à s'ouvrir en dehors des prévisions. En raison des règles très strictes établies par le projet, l'administration risque de devoir attendre longtemps avant de pourvoir à ces vacances. Le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur cet inconvénient.

La difficulté inverse risque aussi de se présenter. Il peut se faire qu'à la fin d'un cycle de stage, il n'y ait pas d'emplois vacants en nombre suffisant pour que tous les stagiaires admis

.../...

à une nomination à titre définitif puissent y être affectés. D'après l'économie de l'ensemble du projet et notamment des dispositions des articles 20 (26) à 20 (30), si les stagiaires satisfont à toutes les conditions imposées pour l'admission à titre définitif, le Roi les nommera en qualité d'agents de l'Etat. Mais le projet n'indique en rien le sort et l'utilisation de ceux qui seraient nommés en surnombre sans pouvoir être immédiatement affectés aux Ministères auxquels ils étaient destinés. Le projet devrait être complété sur ce point.

Comme le fait apparaître ce qui précède, le système adopté par le projet a pour conséquence que la décision fixant le nombre de stagiaires à recruter, prise par le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité, implique la création, sous condition, de certains emplois supplémentaires dans les cadres des administrations de l'Etat. Il conviendrait de prendre des dispositions de nature à éviter une méconnaissance des règles de contrôle administratif et budgétaire et notamment de l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées, qui prescrit le contreseing du Ministre des Finances pour toute création d'emploi définitif ou temporaire. Au surplus, le nouveau statut syndical établi par l'arrêté royal du 20 juin 1955 impose de soumettre à l'avis des Comités de consultation syndicale "les projets de création, suppression et transformation des emplois"

.../...

(avis du Conseil d'Etat, section de législation, du 1er juin 1955 précédant l'arrêté royal du 20 juin 1955. Pasinomie, pages 278-279; arrêt du Conseil d'Etat, section d'administration, du 18 mars 1958, n° 6153). Des mesures diverses peuvent se concevoir. La plus simple consisterait peut-être en la création, aux services du Premier Ministre, d'un cadre spécial comprenant les emplois susceptibles d'être attribués provisoirement aux stagiaires pour lesquels il n'y aurait pas encore d'emplois vacants dans les Ministères auxquels ils sont destinés.

III. Lorsque de nouvelles règles relatives au statut des agents de l'Etat sont élaborées, se pose toujours le problème de leur insertion dans la réglementation assez complexe établie par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété. A ce point de vue, la méthode adoptée par le projet ne semble pas très heureuse.

a. On peut reprocher un manque de logique à la présentation matérielle des nouveaux articles introduits par le projet dans le statut du 2 octobre 1937. Le projet rassemble tous ces articles en un chapitre qui constituerait le nouveau chapitre II de la section première du titre III du statut; les chapitres II, III et IV deviendraient respectivement les chapitres III, IV et V.

.../...

A la suite de cette modification, les divisions de la première section du "Titre III. Du recrutement" se présenteraient comme suit :

"Section 1ère. Des épreuves de recrutement.

Chapitre Ier. - Dispositions générales.
(En réalité, ces dispositions cesseraient d'être des dispositions générales pour ne plus devenir que des dispositions applicables aux 2e, 3ème et 4ème catégories).

Chapitre II. - Du recrutement à la première catégorie des agents de l'Etat.

Chapitre III. - Du concours d'admission au stage.

Chapitre IV. - Du stage.

Chapitre V. - De l'examen d'admission définitive.
(En réalité, malgré leur intitulé, ces trois derniers chapitres ne concerneraient que les 2ème, 3ème et 4ème catégories)".

Ceci montre que les divisions de la première section du titre III perdraient complètement leur caractère logique. Il en résulterait incontestablement des difficultés de compréhension des textes. Afin d'éviter cet inconvénient, le Conseil d'Etat suggère ci-après une autre présentation des textes.

.../...

Celle-ci tend aussi à éviter que certains articles soient insérés dans le statut à une place qui n'est pas logiquement la leur. Il en est, par exemple, ainsi de la disposition énoncée à l'article 20 (32). Cette disposition, qui concerne la prestation de serment, trouve plutôt sa place au Titre IV "De l'entrée en fonctions"(articles 45 à 48).

b. La manière dont ont été conçues les règles contenues dans le projet donne également lieu à critiques.

Le statut et les arrêtés d'exécution ont été conçus comme des textes d'application générale auxquels, le cas échéant, des dérogations étaient apportées. Rompant avec cette méthode, les auteurs du projet n'ont pas cherché quelles dérogations il y avait lieu d'apporter aux textes existants pour réaliser la réforme projetée. Ils ont fait du projet un ensemble de règles propres aux agents de la première catégorie et excluant l'application des autres dispositions du statut (article 20bis).

Cette rupture avec la méthode antérieurement suivie oblige les auteurs du projet à reproduire des articles du statut. L'exemple le plus frappant est celui de l'article 20 (3) qui, sous réserve de légères adaptations, se borne à reproduire l'article 17 du statut des agents de l'Etat. Dès lors, il serait plus logique de concevoir la disposition énoncée à l'article 20 (3) comme un article modificatif de l'article 17 du statut des agents de l'Etat.

.../...

Pour ce qui est de la présentation des textes, la solution la meilleure consisterait sans doute à rester fidèle à la méthode suivie depuis 1939. Depuis lors, il y a eu une tendance constante à ne maintenir dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 que les règles générales du statut administratif des agents de l'Etat et à faire des arrêtés distincts pour les mesures d'application. Cette méthode a sans doute l'inconvénient d'entraîner une dispersion des textes et de permettre des modifications simplement implicites, toujours regrettables, des articles du statut du 2 octobre 1937. Mais si on s'écarte aujourd'hui de cette méthode, on aboutit à rompre l'équilibre entre les diverses parties du statut du 2 octobre 1937 et à compliquer à l'excès la numérotation des articles , ce qui rend moins aisée la compréhension des textes du statut. On risque , en outre, d'éprouver des difficultés à trouver dans l'arrêté du 2 octobre 1937 une place logique pour certaines dispositions nouvelles.

En l'espèce, la solution la meilleure consisterait donc à n'insérer dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 que le principe des modifications apportées à la réglementation existante et les règles fondamentales de la nouvelle organisation du recrutement, les dispositions relatives à leur mise en exécution faisant l'objet d'un arrêté distinct.

Dans le court délai qui lui a été laissé pour donner son avis, le Conseil d'Etat n'a pu rédiger complètement de nouveaux textes où les dispositions du projet seraient réparties comme on vient de l'indiquer. Il doit se borner à faire au Gouvernement

.../...

certaines suggestions en vue d'une meilleure présentation des dispositions du projet.

Il suffit d'observer ici que pour permettre une insertion plus harmonieuse des nouveaux articles à introduire dans le statut du 2 octobre 1937, on pourrait laisser subsister les divisions actuelles de la première section du Titre III du statut, mais ajouter des subdivisions nouvelles.

On pourrait diviser comme suit le chapitre II :

"Chapitre II. Des concours d'admission au stage.

Première partie. Du concours d'admission au stage pour les candidats à la première catégorie des agents de l'Etat.

Deuxième partie. Du concours d'admission au stage pour les candidats aux 2ème, 3ème et 4ème catégories des agents de l'Etat.

Troisième partie. Dispositions générales".

Quant au chapitre III, il conviendrait sans doute de lui donner la présentation suivante :

"Chapitre III. Du stage.

Première partie. Du stage des candidats à la première catégorie des agents de l'Etat.

Deuxième partie. Du stage des candidats aux 2ème, 3ème et 4ème catégories des agents de l'Etat".

.../...

OBSERVATIONS CONCERNANT L'INTITULE ET LE PREAMBULE.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'intitulé et le préambule de la façon suivante :

"ARRETE ROYAL ORGANISANT LE RECRUTEMENT DES AGENTS DE L'ETAT DE LA PREMIERE CATEGORIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques, notamment l'article 1er, § 1er, 1°, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des agents de l'Etat en catégories;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 déterminant les aptitudes physiques des candidats aux emplois publics et en réglant la vérification;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat au sens du statut, les agents et anciens agents de la colonie, les membres de l'ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes;

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1953 relatif à certains grades des agents de l'Etat;

Considérant que, pour assurer le fonctionnement efficace des administrations de l'Etat, il est opportun d'améliorer le mode de recrutement aux grades de la première catégorie et de mieux préparer les stagiaires à l'exercice des fonctions attachées à ces grades;

Considérant qu'il y a lieu de donner à ces mesures une portée aussi générale qu'il est possible;

Considérant qu'il convient de fixer la situation des agents de l'Etat de la première catégorie qui accomplissent leur stage au moment de la mise en vigueur desdites mesures;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Comité ministériel de coordination des réformes institutionnelles;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Ministre de la Prévoyance sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS".

\+

\+ +

OBSERVATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 2 DU PROJET TENDANT A INSERER DANS LE STATUT DES AGENTS DE L'ETAT UN CHAPITRE NOUVEAU CONTENANT DES ARTICLES 20BIS A 20 (36).

Tel qu'il est rédigé, l'article 20bis paraît exclure la possibilité pour un agent de la seconde catégorie d'accéder encore à la première catégorie en réussissant le concours d'accession à cette catégorie, organisé par l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement. Selon les renseignements fournis par le délégué du Ministre, le Gouvernement n'a pas actuellement l'intention de modifier les modalités d'accès à la catégorie supérieure des agents de la deuxième catégorie. L'intention du Gouvernement est de maintenir intégralement en vigueur les dispositions statutaires qui permettent actuellement à ces agents d'accéder à la première catégorie. Le texte de l'article 20bis devrait exprimer clairement cette intention.

\+

\+ +

.../...

Le dernier alinéa de l'article 16 du statut des agents de l'Etat permet aux agents de la deuxième catégorie ayant quatre ans de fonctions et le signalement "bon" de participer aux "concours d'admission" de la première catégorie, même s'ils ne possèdent pas les diplômes requis.

L'arrêté royal du 20 janvier 1939, déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, a précisé l'article 16 du statut en distinguant, d'une part, les concours d'admission au stage et, d'autre part, les concours d'accession à la catégorie supérieure.

La référence à l'article 16 du statut, faite par l'article 20 (3) du projet, peut faire croire que les agents de la deuxième catégorie n'ayant pas le diplôme exigé pour le recrutement à la première catégorie pourront se présenter au concours prévu par le projet s'ils ont l'ancienneté et le signalement requis.

Selon les renseignements fournis par le délégué du Ministre, le Gouvernement n'a pas l'intention de permettre aux agents de la deuxième catégorie qui ne possèdent pas les diplômes requis, de participer aux nouveaux concours de recrutement dont le projet prévoit l'organisation. Ces concours seront, en principe, réservés aux candidats possédant un diplôme d'enseignement supérieur ou un diplôme assimilé à ceux que délivre cet enseignement.

La référence faite par l'article 20 (3) à l'article 16 du statut devrait donc exclure l'application du dernier alinéa de cet article.

\+

\+ \+

.../...

Au premier alinéa de l'article 20 (4), les mots "vers le 1er novembre" pourraient être remplacés par "dans le courant du mois de novembre".

Le deuxième alinéa de l'article 20 (4) confie au Ministre qui a le Service d'administration générale dans ses attributions le pouvoir de fixer le nombre des candidats admis au concours. Cette expression est incorrecte. Le Ministre ne fixe pas le nombre des candidats admis au concours, mais le nombre des stagiaires à recruter par le concours

Dans l'exercice du pouvoir que lui donne le deuxième alinéa de l'article 20 (4) , le Ministre devra respecter les règlements exigeant des conditions particulières de diplôme et tenir compte des emplois dont la vacance est prévue.

Il paraît utile de prévoir l'obligation pour le Ministre de publier au Moniteur un appel aux candidats.

Il est proposé de rédiger le second alinéa de l'article 20 (4) de la façon suivante :

"Le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité détermine le nombre des stagiaires à recruter et les conditions requises dans le chef des candidats. Il porte ces décisions à la connaissance du public par la voie du Moniteur belge".

\+

\+ +

.../...

Si le Gouvernement a l'intention de donner un caractère éliminatoire à chacune des trois épreuves du concours, le premier alinéa de l'article 20 (5) devrait être rédigé comme suit :

"Le concours d'admission au stage comprend trois épreuves ayant chacune un caractère éliminatoire".

Le programme tel qu'il est prévu à l'article 20 (5) comprend uniquement des matières juridiques et économiques; toutefois il résulte de la référence que fait l'article 6 du projet à l'article 15, premier alinéa, de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 que ce programme pourra être adapté aux connaissances qui sont requises des titulaires de certains grades. Il serait plus logique de prévoir cette adaptation à l'article 20 (5) qui détermine le programme du concours de recrutement des agents de la première catégorie.

Une discordance existe entre la version française et la version néerlandaise de l'alinéa 4, 3°, de l'article 20 (5). Selon le texte français, la troisième matière serait le droit civil et, selon le texte néerlandais, cette matière serait limitée aux obligations et contrats.

\+

\+ \+

.../...

A l'article 20 (6), il y a lieu d'indiquer l'autorité compétente pour admettre au stage le candidat. La disposition de l'article 20 (11) ne paraît pas suffisamment explicite pour déterminer cette autorité.

Compte tenu de cette observation, le premier alinéa de l'article 20 (6) pourrait être rédigé comme suit :

"Les candidats qui se sont classés en ordre utile au concours sont admis au stage par ... (à compléter par le Gouvernement)".

Au second alinéa du même article, les mots "vers le 1er janvier" pourraient être remplacés par "dans le courant du mois de janvier".

\+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 20 (7), les mots "les lauréats du concours" devraient être remplacés par "les candidats qui se sont classés en ordre utile au concours".

\+

\+ +

Aux termes de l'article 20 (8) , le candidat qui ne peut commencer son stage à la date fixée est reporté à la session suivante et, s'il ne participe pas au stage de cette session, il est définitivement exclu.

Cet article n'admet aucune justification de l'impossibilité dans laquelle peut se trouver un candidat de commencer son stage.

.../...

Les obligations militaires sont une des causes qui peuvent provoquer l'impossibilité d'accomplir un stage. L'article 3bis de l'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix dispose :

"Sont suspensives du stage, les périodes pendant lesquelles les agents de l'Etat effectuent en temps de paix des prestations militaires ou des prestations y assimilées".

Il résulte de l'article 20 (bis) du projet que cette disposition ne sera plus applicable aux stagiaires de la première catégorie. Un candidat classé en ordre utile au concours pourra donc être exclu même si ce sont des obligations militaires qui l'ont empêché, soit une fois, soit deux fois, de prendre part au stage.

En vue de permettre à un candidat classé en ordre utile au concours de renoncer définitivement à accomplir un stage dans une administration de l'Etat et de permettre au Ministre de tenir compte du désistement de ce candidat pour fixer le nombre des stagiaires à recruter l'année suivante, il est proposé d'insérer au premier alinéa de l'article 20 (8) , les mots "à leur demande" entre le mot "sont" et le mot "versés".

\+

\+ \+

.../...

Le Conseil d'Etat propose de modifier l'ordre des articles 20 (9) à 20 (15) et de rédiger certains de ces articles de la façon suivante :

"Article 20 (9) (article 20 (10) du projet).

Les principes généraux régissant le stage, les matières à enseigner et les méthodes à appliquer au cours du stage sont déterminés par le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité.

Article 20 (10) (article 20 (13) du projet, à l'exception de la première phrase).

Le stage est placé sous la direction d'un maître général des stages. Celui-ci relève du Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité. Son statut est fixé par Nous, sur proposition de ce Ministre.

Article 20 (11) (article 20 (14) du projet).

Dans le cadre tracé par le Ministre, le maître général des stages arrête les programmes et les méthodes de formation. Il en surveille l'application avec le concours d'une commission des stages.

Article 20 (12) (article 20 (15) du projet).

(Ignorant les intentions exactes du Gouvernement quant à la composition de la commission des stages, le Conseil d'Etat est dans l'impossibilité de proposer pour cet article un texte qui tiendrait compte des observations formulées ci-après).

.../...

Article 20 (13) (article 20 (11) du projet).

Les stagiaires relèvent du seul Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité.

Article 20 (14).

(Texte de l'article 20 (9) du projet).

Article 20 (15) (article 20 (12) du projet et la première phrase de l'article 20 (13) du projet).

Les stagiaires passent la première période de leur stage dans un centre de formation dont le Ministre qui a le service d'administration générale sous son autorité règle le mode de fonctionnement. Ce centre est dirigé par le maître général des stages".

Ces articles appellent les observations suivantes :

L'article 20 (12) du projet ne contient aucune règle au sujet de l'organisation du centre de formation. Pour que puissent être prises les mesures d'exécution qui seront nécessaires avant qu'un premier groupe de candidats ne commencent leur stage, il paraît indispensable de prévoir que le Ministre pourra régler le mode de fonctionnement du centre de formation.

L'article 20 (14) du projet charge le maître des stages de certaines missions qu'il doit accomplir "sous la haute direction" d'une commission des stages, dont fait partie le maître général des stages qui, lui-même, relève du Ministre. Ce texte

.../...

n'indique pas clairement quels sont exactement les pouvoirs de la commission et ceux du maître général. Le texte que le Conseil d'Etat propose fait de la commission un organisme chargé d'assister le maître général des stages. Si ce texte ne traduisait pas exactement ses intentions, le Gouvernement devrait le modifier en précisant les pouvoirs qu'il entend donner à la commission des stages pour arrêter les programmes et les méthodes de formation.

Le "collège des secrétaires généraux" cité à l'article 20 (15) n'étant pas organisé par un texte réglementaire, il serait préférable de dire "les secrétaires généraux réunis en collège".

L'article 20 (15) prévoit que les secrétaires généraux pourront désigner deux des membres de la commission des stages. Il n'est pas conforme aux principes constitutionnels de confier à un collège de hauts fonctionnaires le pouvoir de désigner les titulaires de fonctions publiques chargés de missions aussi importantes que celles que le projet confie aux membres de la commission des stages. Il conviendrait plutôt de prévoir que les deux secrétaires généraux membres de la commission seront désignés par le Ministre sur la présentation des secrétaires généraux. Cette présentation pourrait se faire sur une double liste de candidats.

Il paraît utile de compléter les règles relatives à la commission des stages par des dispositions réglant la présidence de la commission, la suppléance des membres et la durée de leur mandat.

\+

\+ \+

Les mots "des candidats", qui terminent le premier alinéa de l'article 20 (16), devraient être remplacés par les mots "du stagiaire".

Selon les renseignements donnés par le délégué du Ministre, le Gouvernement n'a pas l'intention d'exiger que la commission des tages prenne une décision approuvant ou n'approuvant pas chaque dossier. Celui-ci n'est soumis à la commission que pour lui permettre de prendre la décision que l'article 20 (17) la charge de prendre. Le second alinéa de l'article 20 (16) peut donc être omis.

\+

\+ +

L'article 20 (17) pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Après examen des dossiers de notation, la commission des stages autorise les stagiaires à poursuivre leur formation ou les licencie sans préavis".

\+

\+ +

A l'article 20 (18), il convient d'indiquer l'autorité compétente pour désigner le Ministère dans lequel le stagiaire effectuera la seconde période de son stage.

\+

\+ +

.../...

Le quatrième alinéa de l'article 20 (19) ne contient qu'une mesure de pure administration interne, dépourvue de portée réglementaire. Il pourrait être omis.

\+
\+ +

Certaines des dispositions des articles 20 (21) et 20 (22) relèvent également de l'ordre intérieur. En vue d'éviter des contestations au sujet de la régularité de l'organisation du stage, il est proposé d'omettre, au premier alinéa de l'article 20 (21), l'article "les" placé devant les mots "différentes administrations",et de rédiger l'article 20 (22) de la façon suivante :

"Les stagiaires sont appelés à assister à des séminaires et à des conférences".

\+
\+ +

Il ne paraît pas nécessaire d'ouvrir pour chaque stagiaire, au cours de la seconde période de stage, un nouveau dossier différent du "dossier de notation" prévu à l'article 20 (16). Au second alinéa de l'article 20 (23), les mots "dossier de notation" pourraient donc être substitués aux mots "dossier d'évaluation".

\+
\+ +

.../...

A l'article 20 (24), il convient d'indiquer l'autorité compétente pour désigner le Ministère dans lequel le stagiaire effectuera la troisième période de son stage.

Les mots "à l'issue de la deuxième période", par lesquels débute cet article, pourraient être remplacés par les mots "pour la troisième période". Les mots "leur deuxième période de formation", qui terminent le même article, pourraient être remplacés par les mots "la deuxième période".

Le Conseil d'Etat croit utile de rappeler que l'article 20 (18) ne prévoit pas que les aptitudes du stagiaire et ses préférences seront prises en considération pour son affectation définitive, alors que l'article 20 (24) prévoit que ces éléments d'appréciation devront être pris en considération pour le choix du Ministère dans lequel le stagiaire effectuera la troisième période de son stage, d'une durée de deux mois.

\+

\+ \+

L'épreuve prévue à l'article 20 (26) n'est pas un concours puisqu'elle n'est pas destinée à sélectionner des candidats pour un nombre de places

.../...

préalablement arrêté. Au surplus,la décision définitive d'admettre le stagiaire à la nomination ne se fonde pas exclusivement sur les résultats de l'épreuve prévue à l'article 20 (26), mais également sur les éléments du dossier de notation, ainsi qu'il résulte de l'article 20 (29). En réalité,cette épreuve est un examen de fin de stage dont le résultat se traduit par une cote.

Il est proposé de substituer,au premier alinéa, les mots "examen de fin de stage" aux termes "concours d'admission définitive" et,au deuxième alinéa du même article,de substituer le terme "examen" au mot "concours".

\+

\+ +

Le projet ne contient pas d'article 20 (27). La numérotation des articles suivant l'article 20 (26) doit donc être modifiée.

\+

\+ +

.../...

Aux termes du second alinéa de l'article 20 (28), les fiches d'évaluation sont "revues" par le maître général des stages. Il ne semble pas que le Gouvernement ait l'intention de permettre au maître général des stages de modifier les appréciations consignées sur les fiches par le maître des stages départemental. Il paraît plus normal de permettre au maître général des stages de compléter la fiche en y portant ses observations personnelles à côté de celles du maître des stages départemental. Cet alinéa pourrait être rédigé comme suit :

"Ces fiches sont soumises au maître général des stages, qui y porte ses observations".

Au troisième alinéa de l'article 20 (28), l'expression "le Ministre qui a le Service d'administration générale dans ses attributions" devrait être remplacée par l'expression "le Ministre qui a le Service d'administration générale sous son autorité".

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 20 (29), la commission des stages autorise la nomination du stagiaire. Par égard aux prérogatives constitutionnelles du Roi , il serait préférable de dire que la commission constate l'aptitude du stagiaire à être nommé.

Compte tenu de cette observation et de celles qui sont faites au sujet des articles 20 (23) et 20 (26), la rédaction suivante est proposée pour l'article 20 (29) :

.../...

"A l'issue du stage, la commission des stages constate l'aptitude du stagiaire à être nommé ou prononce son licenciement.

Cette commission fonde son appréciation sur les deux éléments suivants auxquels elle accorde une importance égale :

1° le dossier de notation du stagiaire;

2° la côte de l'examen de fin de stage.

L'appréciation finale se traduit par une côte qui sert à établir le classement des stagiaires d'une même promotion.

Le dossier de notation doit comprendre :

1° les éléments de ce dossier établis après la période passée au centre de formation;

2° les fiches mensuelles d'évaluation établies au cours des deuxième et troisième périodes".

\+

\+ +

La disposition figurant à l'article 20 (31) devrait être placée avant celle qui fait l'objet de l'article 20 (30).

\+

\+ +

.../...

Ainsi qu'il a déjà été relevé dans les observations générales, le nombre des stagiaires à recruter étant fixé non pas en raison du nombre des emplois vacants mais en tenant compte aussi des emplois dont la vacance est prévue, il peut se faire, si les prévisions ne se réalisent pas entièrement, que certains stagiaires jugés aptes par la commission ne puissent obtenir une affectation définitive. Les nominations ne pouvant, en principe, être faites que dans les limites des cadres, des agents ne peuvent être nommés en surnombre que si une disposition réglementaire autorise expressément de telles nominations. Si le Gouvernement entend autoriser la nomination des stagiaires jugés aptes même lorsque des emplois ne sont pas vacants, l'article 20 (30) du projet devrait indiquer clairement cette intention et préciser l'affectation qui sera donnée aux agents nommés en surnombre.

Il serait, d'autre part, utile de prévoir que l'agent nommé à l'issue de son stage pourra être affecté dans un autre Ministère si aucun emploi de son grade n'est vacant dans celui où il a accompli la deuxième période de sa formation.

Le début de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Le stagiaire jugé apte par la commission est nommé par Nous ... ".

\+

\+ \+

.../...

A l'article 20 (32), il y aurait lieu d'indiquer l'autorité compétente pour recevoir le serment. Cet article pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Lorsqu'il est nommé, l'agent prête devant ... le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831".

+

+ +

L'article 20 (33) devrait être complété par une disposition réglant la réparation des accidents du travail en dehors de l'indemnisation des frais médicaux et accessoires. D'autre part, il conviendrait de vérifier s'il est logique d'étendre aux stagiaires toutes les dispositions énumérées au 7° de l'article.

+

+ +

L'article 20 (34) appelle, en ce qui concerne l'interruption du stage due à des obligations militaires, la même observation que l'article 20 (8).

+

+ +

Même si aucun texte ne le prévoit, le licenciement sans préavis motivé par un acte fautif nécessite le respect des droits de la défense. Il serait, toutefois, préférable de prévoir expressément à l'article 20 (35), que le stagiaire fautif sera préalablement entendu.

.../...

OBSERVATIONS RELATIVES AUX ARTICLES 3 A 16 DU PROJET.

Article 3.

Comme il constitue une disposition transitoire, cet article devrait, conformément à l'usage, être reporté à la fin du projet.

Article 4.

Cet article maintient en vigueur l'arrêté du Régent du 1er avril 1948 fixant les modalités de recrutement aux emplois d'inspecteur adjoint et de conseiller adjoint d'administration générale.

Cet article, comme l'article 14 du projet, règle le sort de certaines dispositions établissant des modalités particulières de recrutement. Il serait donc plus logique de grouper les dispositions énoncées dans ces deux articles.

Au surplus, comme les inspecteurs adjoints des Finances et les conseillers adjoints d'administration générale bénéficient d'une échelle de traitement du groupe G, l'article 4 semble une simple application de l'article 14.

.../...

Article 5.

Cet article complète l'article 18 du statut du 2 octobre 1937 par une disposition nouvelle rédigée comme suit :

"Le présent article ne peut s'appliquer pour le recrutement à un grade de la première catégorie auquel n'est pas attachée au moins une échelle du groupe G".

Etant donné la rédaction de la disposition nouvelle et le fait que le projet concerne exclusivement le recrutement à la première catégorie, la disposition nouvelle semble laisser en suspens la question de savoir si l'article 18 est susceptible d'être appliqué pour un recrutement aux autres catégories. Il est souhaitable que cette difficulté trouve sa solution dans un texte exprès.

Article 6.

Voir les observations faites au sujet de l'article 20 (5) inséré dans le statut par le projet.

Article 8.

Le texte qui est destiné à remplacer l'article 1er de l'arrêté royal du 30 mars 1939 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Il est créé un grade de secrétaire d'administration, classé dans la première catégorie des agents de l'Etat. Ce grade est conféré... (la suite comme au projet) ...".

.../...

Article 13.

Si l'on adopte les modifications proposées par le Conseil d'Etat au sujet de la présentation matérielle des textes, l'article 13 du projet deviendrait superflu sous réserve de la disposition transitoire que cet article contient et qui devrait être rendue plus explicite.

Disposition transitoire à ajouter.

Si l'on peut déduire de l'article 13 du projet que les agents recrutés à un grade de la première catégorie avant l'entrée en vigueur de l'arrêté projeté, c'est-à-dire les agents qui auront été admis au stage avant cette date, demeureront soumis aux règles actuellement en vigueur, le projet omet de régler le cas des lauréats et des candidats admis dans la réserve de recrutement, issus d'un concours d'admission organisé ou en cours d'organisation à la même date. Si l'on conçoit qu'on supprime la réserve de recrutement, il paraît plus difficile d'admettre que les lauréats perdraient tout droit à être nommés aux emplois pour lesquels étaient organisés les concours d'admission auxquels ils ont participé.

Le projet devrait être complété par une disposition réglant le cas de ces lauréats.

.../...

Article 14.

L'article 14 a pour objet d' écarter, dans les cas où les agents ne bénéficient pas au moins d'une échelle de traitement du groupe G, l'application des dispositions établissant des modalités particulières de recrutement.

L'imprécision avec laquelle cet article, fort important, est rédigé,est de nature à soulever de nombreuses difficultés.

1. Bien que le texte puisse prêter à confusion, il semble qu'il faille distinguer, d'une part, les arrêtés qui se sont bornés à fixer,en application de l'article 4 du statut du 2 octobre 1937,des conditions supplémentaires de nomination et, d'autre part, les arrêtés qui, par dérogation au statut, ont institué des règles spéciales ayant trait à l'organisation du recrutement. Les premiers arrêtés continueraient à être applicables, les seconds cesseraient de l'être.

2. En énonçant que les dispositions indiquées "ne sont plus applicables aux agents de l'Etat recrutés après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté", l'article 14, alinéa 1er, semble abroger ces dispositions sous réserve de leur application, à titre transitoire, aux agents recrutés avant l'entrée en vigueur de l'arrêté.

L'alinéa 2 de l'article se révèle être en contradiction avec l'alinéa 1er, puisque cet alinéa 2 prévoit une mise en concordance de ces dispositions particulières avec le projet par des arrêtés royaux ultérieurs.

En réalité, l'alinéa 1er semble plutôt avoir pour objet une simple suspension de l'application des dispositions visées , et l'alinéa 2 se borne à exprimer une intention. La portée juridique de l'article 14 devrait être mieux définie.

3. Du point de vue de la sécurité juridique, on doit regretter que le champ d'application de l'article ne soit pas déterminé de manière explicite. Pour remédier à cet inconvénient, il serait souhaitable en tout cas d'établir,à côté d'une disposition générale maintenue par prudence, une disposition portant que "est notamment suspendue l'application (des arrêtés dont la liste pourrait être établie)".

Article 15.

Cet article deviendrait superflu si le Gouvernement se rallie à la présentation suggérée par le Conseil d'Etat .

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Met het oog op een doelmatigere werving van de rijksambtenaren der eerste categorie en om hen beter voor te bereiden voor de uitoefening van de ambten die hun zullen worden opgedragen, wijzigt het ontwerp in belangrijke mate de regeling betreffende de werving van de ambtenaren dezer categorie. Hoofddoel van het ontwerp is, met betrekking tot hun proeftijd, een grondige hervorming tot stand te brengen. Het bevat echter ook belangrijke wijzigingen in de inrichting van de examens.

II. Aandacht moet vooral worden besteed aan de gevolgen van de wijzigingen in de exameninrichting.

Op grond van de thans geldende regeling worden de vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd steeds ingericht met het oog op de toekenning van welbepaalde betrekkingen. Artikel 23 van het statuut van het 2 oktober 1937 bepaalt dat "de vergelijkende examens ... voor een bepaald aantal betrekkingen worden ingericht". Uit artikel 13 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939, aangevuld bij het koninklijk besluit van 1 december 1958, blijkt dat het vergelijkend examen steeds tot doel heeft sommige vooraf aangewezen "administratieve kaders" "aan te vullen". Dit wervingssysteem heeft tot gevolg dat de betrekkingen volgens zeer nauwkeurige regelen kunnen worden toegekend, ongeacht of het betrekkingen geldt die reeds vacant waren op de dag waarop het proces-verbaal van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd is afgesloten, dan wel betrekkingen waarin "binnen een termijn van twee jaar te rekenen van de datum (van dit proces-verbaal)", "nieuwe be-

.../...

trekkingen openvallen in de administratieve kaders welke het vergelijkend examen moest aanvullen" (koninklijk besluit van 2 oktober 1937, artikel 26; koninklijk besluit van 20 januari 1939, artikel 13).

Ter eenmaking van de inrichting der wervingsexamens en van de methodes tot opleiding van de stagiairs stelt het ontwerp voor alle Ministeries samen een enkel jaarlijks vergelijkend examen in voor toelating tot de stage die voorbereidt tot de overgang naar de eerste categorie. Na bij elke Minister inlichtingen te hebben ingewonnen omtrent zijn vooruitzichten ten aanzien van de wervingsbehoeften van zijn departement, maakt de Minister die het algemeen bestuur onder zijn gezag heeft een overzichtelijk plan op. Luidens het nieuwe artikel 20 (4), dat door artikel 2 van het ontwerp in het statuut van 2 oktober 1937 wordt ingevoegd, bepaalt deze Minister het getal der aan te werven stagiairs en de van de kandidaten vereiste bevoegdheid.

Het nieuwe systeem impliceert, dat het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd niet langer betrekking heeft op een bepaald aantal in de kaders bepaalde betrekkingen, maar alleen op een bepaald aantal plaatsen van stagiair. Uiteraard kunnen de vooruitzichten terzake slechts bij benadering worden bepaald; het is dan ook niet mogelijk een volstrekte correlatie te bepalen tussen een plaats van stagiair en een bepaalde betrekking voorkomend in het organiek kader van een bepaalde administratie.

a. Volgens het systeem van het ontwerp wordt het derhalve noodzakelijk de regels te bepalen volgens welke de betrekkingen van de organieke kaders van de administratie zullen worden toegekend aan de

.../...

kandidaten die, na aan alle opgelegde proeven te hebben voldaan, voor een definitieve benoeming in aanmerking komen. Het ontwerp bevat geen zodanige regels en vertoont dus op dit punt een ernstige leemte. Artikel 20 (18) bepaalt : "de stagiairs die toelating krijgen om hun vorming voort te zetten (voor de tweede periode proeftijd) worden ingedeeld bij het Ministerie waarin zij in geval van welslagen zullen tewerkgesteld worden". En artikel 20 (30) bepaalt: "de definitief aangenomen stagiair wordt benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld en er wordt hem een definitieve betrekking van zijn graad toegewezen die vacant is in het Ministerie waar hij zijn tweede vormingsperiode heeft doorgemaakt". Aldus gesteld, verwijzen beide bepalingen onderling naar elkaar.

Volgens de uitleg van de door de Minister gemachtigde ambtenaar strekt artikel 20 (18) er in feite toe, de stagecommissie een zeer discretionaire bevoegdheid ter zake van tewerkstelling op te dragen. De Commissie zal natuurlijk gebonden zijn door de objectieve maatstaven ontleend aan door de wetten of verordeningen opgelegde voorwaarden; maar voor het overige zal het haar zaak zijn, volgens de geschiktheid van de stagiair te beslissen aan welk Ministerie hij het meest in overeenstemming met het openbaar belang moet worden verbonden. Het ontwerp ware zodanig te amenderen, dat de bedoeling van de stellers van het ontwerp juist tot uiting komt en de zoëven omschreven zeer belangrijke bevoegdheid uitdrukkelijk aan de stagecommissie wordt opgedragen.

Al kan, bovendien, niet worden aangenomen, dat de stagecommissie door de wil van de stagiair gebonden is, toch is er geen bezwaar tegen, dat men

.../...

deze laatste een bepaalde voorkeur te kennen laat geven. Dit was inderdaad het geval in artikel 26, tweede lid, van het statuut van 2 oktober 1937 en nog uitdrukkelijker in artikel 13, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 januari 1939. Krachtens artikel 20 (24) van het ontwerp kan de stagiair echter zijn voorkeur te kennen geven om in de loop van de derde stageperiode een bepaalde aanwijzing, maar niet om een vaste aanwijzing te krijgen.

b. Zoals reeds is opgemerkt, kunnen de vervingsbehoeften slechts bij benadering worden geraamd, zelfs indien dit met de grootste zorg geschiedt.

Doordat het ontwerp slechts één vergelijkend examen per jaar instelt, kan het bestuur geen bijkomende vergelijkende toelatingsexamens inrichten indien buiten deze vooruitzichten nieuwe betrekkingen openvallen. Wegens de zeer strakke regelen van het ontwerp bestaat het gevaar, dat het bestuur lang zal moeten wachten om in die opengevallen betrekkingen te kunnen voorzien. De Raad van State acht het nodig, op dit bezwaar de aandacht van de Regering te vestigen.

De moeilijkheid kan zich ook in tegenovergestelde zin voordoen. Het kan gebeuren, dat er aan het eind van een stagecyclus niet genoeg betrekkingen openstaan opdat alle voor vaste benoeming in aanmerking komende stagiairs kunnen worden aangewezen. Volgens de algemene samenhang van het ontwerp en inzonderheid volgens de bepalingen van de artikelen 20 (26) tot 20 (30), benoemt de Koning de stagiairs tot rijksambtenaar indien zij alle voorwaarden voor toelating in vast verband vervullen. Het ontwerp zegt echter niet wat gebeurt met de stagiairs die

.../...

in overtal mochten worden benoemd zonder dadelijk te kunnen worden verbonden aan de Ministeries waarvoor zij bestemd waren. Het ontwerp zou, wat dit betreft, moeten worden aangevuld.

Zoals uit hetgeen voorafgaat, blijkt, heeft de regeling van het ontwerp tot gevolg, dat de beslissing tot vaststelling van het aantal aan te werven stagiairs, genomen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Dienst van Algemeen Bestuur behoort, de voorwaardelijke oprichting van bijkomende betrekkingen in de kaders van de rijksbesturen impliceert. Er dienen schikkingen te worden getroffen om te voorkomen, dat de regelen inzake administratieve en budgettaire controle, inzonderheid artikel 6 van de wet van 20 juli 1921 tot instelling van de comptabiliteit der vastgelegde uitgaven, hetwelk voor iedere oprichting van een vaste of tijdelijke betrekking de medeondertekening van de Minister van Financiën voorschrijft, zouden worden miskend. Bovendien bepaalt het nieuw syndicaal statuut, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 juni 1955, dat voor advies aan de syndicale raden van advies moeten worden voorgelegd "de ontwerpen tot instelling, afschaffing en verandering van de betrekkingen" (advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, van 1 juni 1955 betreffende het koninklijk besluit van 20 juni 1955. Pasinomie, bladzijden278-279; arrest van de Raad van State, afdeling administratie, van 18 maart 1958, nr 6153). Er zijn verscheidene mogelijkheden. Het eenvoudigste zou wellicht zijn, bij de diensten van de Eerste-Minister een bijzonder kader op te richten, met betrekkingen die voorlopig kunnen worden toegekend aan stagiairs voor wie nog geen betrekkingen mochten openstaan in de Ministeries waarvoor zij bestemd zijn.

.../...

III. Wanneer nieuwe regelen betreffende het statuut van het rijkspersoneel worden vastgesteld, rijst steeds het probleem van hun invoeging in de vrij ingewikkelde regeling van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld. De door het ontwerp gevolgde methode lijkt niet zeer gelukkig.

a. De materiële voorstelling van de nieuwe artikelen welke het ontwerp in het statuut van 2 oktober 1937 invoegt, is niet zeer logisch. Het ontwerp brengt al deze artikelen onder in een hoofdstuk, dat het nieuwe hoofdstuk II van afdeling I van titel III van het statuut zou vormen; de hoofdstukken II, III en IV zouden onderscheidenlijk tot III, IV en V worden vernummerd.

Ten gevolge van deze wijziging zouden de onderverdelingen van afdeling I van "Titel III. Werving" zich voordoen als volgt :

"Afdeling I. Wervingsexamens

Hoofdstuk I. - Algemene bepalingen.
(In feite zouden deze bepalingen niet langer algemene maar slechts voor de 2de, 3de en 4de categorieën geldende bepalingen zijn).

Hoofdstuk II. - Werving voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel.

Hoofdstuk III. - Vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

Hoofdstuk IV. - Proeftijd.

.../...

Hoofdstuk V. - Examen voor toelating in vaste dienst.
(In feite zouden deze drie laatste hoofdstukken, ondanks hun opschrift, alleen voor de 2de, 3de en 4de categorieën gelden)".

Hieruit blijkt dat de onderverdelingen van afdeling I van titel III geheel hun logisch karakter zouden verliezen. Daar zouden onbetwistbaar moeilijkheden uit voortvloeien voor het begrip van de teksten. Om dit bezwaar te ondervangen, stelt de Raad van State hierna een andere schikking van de teksten voor.

Hiermee wordt ook bedoeld te vermijden, dat sommige artikelen daar in het statuut worden ingevoegd waar ze logischerwijze niet op hun plaats zijn. Dit is bijvoorbeeld het geval met artikel 20 (32), dat betrekking heeft op de eedaflegging en veeleer thuis hoort in titel IV, "Het in dienst treden" (artikelen 45 tot 48).

b. Ook de manier waarop de in het ontwerp neergelegde regelen zijn opgevat, geeft aanleiding tot critiek.

Het statuut en de uitvoeringsbesluiten waren bedoeld als algemeen toepasselijke teksten, waarvan in voorkomend geval werd afgeweken. De stellers van het ontwerp breken met die methode en hebben niet nagegaan welke afwijkingen in de bestaande teksten moeten worden aangebracht om de geplande hervorming tot stand te brengen. Zij hebben het ontwerp uitgebouwd tot een geheel van regelen die alleen v or ambtenaren van de eerste categorie zijn bedoeld en de toepassing van de overige bepalingen van het statuut uitsluiten (artikel 20 bis).

.../...

Wegens dat breken met de tot nog toe gevolgde methode, zijn de stellers van het ontwerp verplicht geweest bepaalde artikelen uit het statuut over te nemen. Het meest treffende voorbeeld daarvan is wel artikel 20 (3) dat, op enkele lichte aanpassingen na, artikel 17 van het statuut van het Rijkspersoneel zonder meer overneemt. Het ware dan ook logischer de bepaling van artikel 20 (3) als een wijziging van artikel 17 van het statuut van het Rijkspersoneel op te vatten.

Wat de inkleding van de teksten betreft, ware het best vast te houden aan de methode die sedert 1939 werd gevolgd. Al die tijd is er een strekking geweest om in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 alleen de algemene regelen van het administratief statuut van het Rijkspersoneel te behouden en voor de toepassingsmaatregelen afzonderlijke besluiten vast te stellen. Aan die methode moge het bezwaar verbonden zijn, dat ze tot versnippering van de teksten leidt en dat aan sommige artikelen van het statuut van 2 oktober 1937 louter impliciete wijzigingen kunnen worden aangebracht, wat altijd jammer is. Maar als men van die methode gaat afwijken, zal er tenslotte geen evenwicht meer zijn tussen de verschillende delen van het statuut van 2 oktober 1937 en zal de nummering van de artikelen uiterst ingewikkeld worden, wat voor het begrip van de teksten zeker niet bevorderlijk is. Bovendien is er gevaar, dat voor sommige nieuwe bepalingen in het besluit van 2 oktober 1937 moeilijk een logisch verantwoorde plaats zal kunnen worden gevonden.

Ten deze zou de beste oplossing dus zijn, in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 alleen het beginsel van de in de huidige regeling aangebrachte wijzigingen en de voornaamste regelen van het nieuwe wervingssysteem op te nemen, terwijl voor de uitvoeringsbepalingen een afzonderlijk besluit zou worden vastgesteld.

Gelet op de korte termijn waarbinnen hij zijn advies moet geven, heeft de Raad van State geen volledige nieuwe tekst kunnen opstellen waarin de bepalingen van het ontwerp zouden verdeeld zijn zoals

.../...

hiervoren is voorgesteld. Hij moet zich er toe beperken, aan de Regering bepaalde wenken te geven met het oog op een betere inkleding van de bepalingen van het ontwerp.

Hier kan worden volstaan met de opmerking dat men, wil men de nieuwe artikelen op een harmonischer wijze in het statuut van 2 oktober 1937 opnemen, de huidige onderverdelingen van de eerste afdeling van titel III van het statuut kan laten bestaan, maar dan onder toevoeging van nieuwe onderverdelingen.

Het tweede hoofdstuk zou kunnen worden ingedeeld als volgt :

"Hoofdstuk II. Vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd.

Eerste deel. Vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd voor kandidaten voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel.

Tweede deel. Vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd voor kandidaten voor de 2e, 3e en 4e categorie van het Rijkspersoneel.

Derde deel. Algemene bepalingen".

Hoofdstuk III dient er ongetwijfeld als volgt uit te zien :

.../...

"Hoofdstuk III. Proeftijd.

Eerste deel. Proeftijd voor kandidaten voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel.

Tweede deel. Proeftijd voor kandidaten van de 2e, 3e en 4e categorie van het Rijkspersoneel".

OPMERKINGEN BETREFFENDE HET OPSCHRIFT EN DE AANHEF.

De Raad van State stelt voor, het opschrift en de aanhef als volgt te lezen :

"KONINKLIJK BESLUIT TOT INRICHTING VAN DE WERVING VAN RIJKSAMBTENAREN EERSTE CATEGORIE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 20 mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen tewerkgesteld, namelijk op artikel 1, § 1, 1°, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1939 tot bepaling en controle van de lichamelijke voorwaarden welke van de kandidaten voor openbare betrekkingen vereist worden;

Gelet op het besluit van de Regent van 3 mei 1948 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder in de door het statuut vastgelegde zin, tot Rijksambtenaar kunnen benoemd worden de leden en gewezen leden van het personeel der kolonie, de leden van de rechterlijke macht, van de Raad van State en van het Rekenhof, de militairen en het administratief personeel van de griffies, de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 1953 betreffende bepaalde graden van het Rijkspersoneel;

Overwegende dat het, om in de doeltreffende werking van de Rijksbesturen te voorzien, dienstig is de wijze van werving voor de graden van de eerste categorie te verbeteren en de stagiairs beter voor te bereiden tot het uitoefenen van de aan deze graden verbonden ambten;

Overwegende dat er grond is om aan deze maatregelen een zo algemeen mogelijke strekking te geven;

.../...

Overwegende dat het past de toestand te bepalen van de Rijksambtenaren eerste categorie, die hun proeftijd doormaken op het tijdstip dat die maatregelen in werking worden gesteld;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van het ministerieel comité voor coördinatie van de hervorming der instellingen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van het Openbaar Ambt en van Onze Minister van Sociale Voorzorg en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ",

\+

\+ \+

OPMERKINGEN BIJ ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP, DAT ERTOE STREKT IN HET STATUUT VAN HET RIJKSPERSONEEL EEN NIEUW HOOFDSTUK, BESTAANDE UIT DE ARTIKELEN 20BIS TOT 20(36), IN TE VOEGEN.

Met de tekst die voor artikel 20bis is voorgesteld, lijkt een ambtenaar tweede categorie niet meer naar de eerste categorie te kunnen overgaan door te slagen voor het vergelijkend examen voor overgang naar deze categorie, ingericht door het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van

.../...

de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat. Volgens inlichtingen van de gemachtigde ambtenaar ligt het voorshands niet in de bedoeling van de Regering, de regelen voor de overgang van ambtenaren tweede categorie naar de hogere categorie te wijzigen, maar zouden de statuutbepalingen die het deze ambtenaren thans mogelijk maken naar de eerste categorie over te gaan, algeheel van kracht blijven. Die bedoeling zou in de tekst van artikel 20bis duidelijk tot uitdrukking moeten worden gebracht.

\+

\+ \+

Het laatste lid van artikel 16 van het statuut van het Rijkspersoneel staat de ambtenaren tweede categorie met vier jaar dienst en het signalement "goed" toe, deel te nemen aan de "vergelijkende examens voor toelating" tot de eerste categorie, ook wanneer zij de vereiste diploma's niet bezitten.

Het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat heeft artikel 16 van het statuut verduidelijkt en een onderscheid gemaakt tussen vergelijkende toelatingsexamens en vergelijkende overgangsexamens.

De verwijzing, in artikel 20 (3) van het ontwerp, naar artikel 16 van het statuut kan de indruk wekken, dat ambtenaren tweede categorie die het diploma voor werving in de eerste categorie niet

.../...

bezitten, voor het vergelijkend examen van het ontwerp mogen opkomen indien zij de vereiste anciënniteit en het vereiste signalement bezitten.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard is het niet de bedoeling van de Regering, dat ambtenaren tweede categorie die de vereiste diploma's niet bezitten, kunnen deelnemen aan de nieuwe vergelijkende wervingsexamens welke het ontwerp in het vooruitzicht stelt. Voor die vergelijkende examens zullen in beginsel alleen kunnen opkomen kandidaten die houder zijn van een hoger onderwijsdiploma of van een daarmee gelijkgesteld diploma.

De verwijzing, in artikel 20 (3), naar artikel 16 van het statuut zou bijgevolg de toepassing van het laatste lid van dit artikel moeten uitsluiten.

\+

\+ \+

In het eerste lid van artikel 20 (4) kunnen de woorden "rond 1 november" door "in de loop van de maand november" worden vervangen.

Het tweede lid van artikel 20 (4) verleent de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort, bevoegdheid tot het vaststellen van het aantal kandidaten tot het vergelijkend examen toegelaten. Deze uitdrukking is onjuist. De Minister bepaalt niet het aantal kandidaten die tot het vergelijkend examen zijn toegelaten,maar het aantal stagiairs die door het

.../...

vergelijkend examen zullen worden aangeworven.

In de uitoefening van de bevoegdheid welke het tweede lid van artikel 20 (4) hem toekent, zal de Minister de reglementen waarbij bijzondere diplomavereisten worden gesteld in acht moeten nemen en rekening behoren te houden met de betrekkingen die zullen vrijkomen.

Het lijkt nuttig, in deze bepaling een voorschrift op te nemen krachtens hetwelk de Minister verplichting heeft een oproep tot de kandidaten in het Staatsblad te plaatsen.

Voor het tweede lid van artikel 20 (4) wordt de volgende lezing aanbevolen:

"De Minister tot wiens bevoegdheid de Dienst van Algemeen Bestuur behoort, bepaalt het getal van de aan te werven stagiairs en de voorwaarden waaraan de kandidaten moeten voldoen. Hij brengt deze beslissingen ter kennis van het publiek door het Belgisch Staatsblad".

\+

\+ \+

Is de bedoeling van de Regering, ieder van de drie gedeelten van het vergelijkend examen als een schiftingsexamen aan te merken, dan dient het eerste lid van artikel 20 (5) te worden gelezen als volgt :

.../...

"Het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd omvat drie gedeelten, die elk als schiftingsexamen zijn aan te merken".

Zoals het in artikel 20 (5) is vastgesteld, omvat het programma alleen juridische en economische vakken. Uit de verwijzing in artikel 6 van het ontwerp naar artikel 15, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 volgt echter, dat het programma zal kunnen worden aangepast aan de kennis die van de titularissen van sommige graden wordt vereist. Het ware logischer in deze aanpassing te voorzien in artikel 20 (5), dat het programma van het vergelijkend examen voor werving van ambtenaren eerste categorie vaststelt.

Er is geen volledige overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van artikel 20(5), vierde lid, 3°. Volgens de Franse tekst zou het derde vak het burgerlijk recht zijn, volgens de Nederlandse zou het beperkt zijn tot de verbintenissen en contracten.

\+

\+ +

In artikel 20 (6) dient te worden vermeld, welke overheid bevoegd is om de kandidaat tot de proeftijd toe te laten. Uit de bepaling van artikel 20 (11) kan niet voldoende duidelijk worden opgemaakt, wie die overheid is.

.../...

Met inachtneming van deze opmerking kan artikel 20 (6) worden gelezen als volgt :

"De kandidaten die in het vergelijkend examen batig zijn gerangschikt, worden tot de proeftijd toegelaten door ... (door de Regering aan te vullen)".

In het tweede lid van hetzelfde artikel kunnen de woorden "rond 1 januari" worden vervangen door "in de loop van de maand januari".

\+

\+ +

In het eerste lid van artikel 20 (7), vervange men de woorden "de geslaagden van het vergelijkend toelatingsexamen" door "de kandidaten die bij het vergelijkend examen batig zijn gerangschikt".

\+

\+ +

Luidens artikel 20 (8) wordt de kandidaat die zijn proeftijd niet op de vastgestelde datum kan aanvangen, maar de volgende zitting verwezen en, indien hij niet aan de proeftijd van die zitting deelneemt, wordt hij voorgoed uitgesloten.

Krachtens dit artikel kan de kandidaat zich niet verantwoorden over onmogelijkheid waarin hij zich bevond om de proeftijd aan te vangen.

.../...

Militaire verplichtingen behoren tot de oorzaken die het volbrengen van een proeftijd onmogelijk kunnen maken. Artikel 3bis van het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire verplichtingen in vredestijd te vervullen, bepaalt :

"De tijdperken gedurende welke de Rijksambtenaren militaire prestaties of daarmede gelijkgestelde prestaties in vredestijd verrichten, schorsen de stage".

Uit artikel 20 (bis) van het ontwerp blijkt, dat deze bepaling geen toepassing meer zal vinden op stagiairs van de eerste categorie. Een kandidaat die in het vergelijkend examen batig gerangschikt is, zal dus kunnen worden uitgesloten, zelfs indien hij wegens militaire verplichtingen, hetzij eenmaal, hetzij tweemaal verhinderd is geweest een proeftijd te verrichten.

Om een kandidaat die in het vergelijkend examen batig is gerangschikt, in de gelegenheid te stellen voorgoed af te zien van een stage in een Rijksbestuur en om de Minister in de gelegenheid te stellen met de afstand van deze kandidaat rekening te houden om het voor het volgende jaar aan te werven aantal stagiairs te bepalen, wordt voorgesteld in het eerste lid van artikel 20 (8) tussen het woord "worden" en het woord "gerangschikt" de woorden "op hun verzoek" in te voegen.

\+

\+ \+

.../...

De Raad van State stelt voor, de volgorde van de artikelen 20 (9) tot 20 (15) te wijzigen en sommige van deze artikelen te lezen als volgt :

"Artikel 20 (9) (artikel 20 (10) van het ontwerp)

De algemene beginselen betreffende de proeftijd, de tijdens de proeftijd te onderwijzen vakken en toe te passen methodes worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort.

Artikel 20 (10) (artikel 20 (13) van het ontwerp, behalve de eerste volzin).

De proeftijd wordt geleid door een algemene stagemeester. Deze staat onder de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort. Zijn rechtstoestand wordt door Ons bepaald, op de voordracht van deze Minister.

Artikel 20 (11) (artikel 20 (14) van het ontwerp).

Binnen het door de Minister vastgestelde kader stelt de algemene stagemeester de opleidingsprogramma's en -methodes vast. Hij waakt over de toepassing ervan met de medewerking van een stagecommissie.

Artikel 20 (12) (artikel 20 (15) van het ontwerp).

(Aangezien de Raad van State de juiste bedoeling van de Regering in verband met de samenstelling van de stagecommissie niet kent, kan hij onmogelijk voor dit artikel een tekst voorstellen, die met de hierna geformuleerde opmerkingen rekening zou houden).

.../...

Artikel 20 (13) (artikel 20 (11) van het ontwerp).

Stagiairs staan onder het uitsluitend gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort.

Artikel 20 (14).

De proeftijd bestaat uit ... (verder de tekst van artikel 20 (9) van het ontwerp).

Artikel 20 (15) (artikel 20 (12) van het ontwerp en eerste volzin van artikel 20 (13) van het ontwerp).

Stagiairs maken de eerste periode van hun proeftijd door in een opleidingscentrum waarvan de werkwijze bepaald wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort. De leiding van dat centrum berust bij de algemene stagemeester".

Bij die artikelen zijn de volgende opmerkingen te maken :

Artikel 20 (12) van het ontwerp geeft geen enkele regel aan in verband met de inrichting van het opleidingscentrum. Opdat de nodige uitvoeringsmaatregelen kunnen worden getroffen nog eer een eerste groep kandidaten de proeftijd begint, lijkt het volstrekt noodzakelijk te bepalen dat de Minister de werkwijze van het centrum kan vaststellen.

Artikel 20 (14) van het ontwerp geeft de stagemeester zekere opdrachten die hij moet vervullen onder "de hoge leiding" van een stagecommissie, waarvan de algemene stagemeester, die op zijn beurt onder de Minister ressorteert, deel uitmaakt. Die tekst

.../...

geeft niet duidelijk aan, welke precies de bevoegdheid van de commissie en van de algemene stagemeester is. In de door de Raad van State voorgestelde tekst is de commissie een lichaam, dat tot taak heeft de algemene stagemeester bij te staan. Mocht die tekst de bedoeling van de Regering niet juist weergeven, dan zou hij zó moeten worden gewijzigd, dat duidelijk blijkt welke bevoegdheid men aan de stagecommissie wil verlenen inzake vaststelling van opleidingsprogramma's en -methodes.

Daar het "college van secretarissen-generaal", vermeld in artikel 20 (15) niet door een verordening is ingesteld, ware het beter te spreken van de "in college vergaderde secretarissen-generaal".

Artikel 20 (15) bepaalt, dat de secretarissen-generaal twee leden van de stagecommissie kunnen aanwijzen. Het strookt niet met de grondwettelijke beginselen, een college van hoge ambtenaren bevoegdheid te verlenen tot het aanwijzen van ambtenaren aan wie zulke belangrijke taken als die van de leden der stagecommissie zijn opgedragen. Beter ware te bepalen, dat de twee secretarissen-generaal die lid van de commissie zullen zijn, door de Minister op de voordracht van de secretarissen-generaal worden aangewezen. Er zouden twee lijsten van kandidaten worden voorgedragen.

Voorts lijkt het dienstig, de regelen met betrekking tot de stagecommissie aan te vullen met bepalingen, die het voorzitterschap van de commissie, de vervanging van de leden en de duur van het lidmaatschap regelen.

\+

\+ \+

.../...

Het woord "kandidaten" aan het slot van het eerste lid van artikel 20 (16) vervange men door "stagiairs".

Volgens de inlichtingen van de gemachtigde ambtenaar, is het niet de bedoeling van de Regering te eisen, dat de stagecommissie een beslissing neemt waarbij ieder dossier al dan niet wordt goedgekeurd. Dat dossier wordt aan de commissie alleen voorgelegd opdat zij de beslissing zou kunnen nemen die zij moet treffen volgens artikel 20 (17). Het tweede lid van artikel 20 (16) kan derhalve vervallen.

\+
\+ +

Artikel 20 (17) kan als volgt worden gesteld :

"Na de beoordelingsdossiers te hebben onderzocht, geeft de stagecommissie de stagiairs verlof om hun opleiding voort te zetten of dankt ze hen zonder opzegging af".

\+
\+ +

Artikel 20 (18) zou moeten aangeven, welke overheid bevoegd is om het Ministerie aan te wijzen waar de stagiair de tweede periode van zijn proeftijd zal doormaken.

\+
\+ +

.../...

Het vierde lid van artikel 20 (19) is een zuiver interne bestuursmaatregel die geen verordenende kracht heeft en derhalve kan vervallen.

+
+ +

Ook sommige bepalingen van de artikelen 20 (21) en 20 (22) zijn van interne aard. Ter verkoming van betwistingen omtrent de regelmatigheid van de stage-regeling wordt voorgesteld, in het eerste lid van artikel 20 (21) te schrijven "... met verschillende besturen ..." en artikel 20 (22) als volgt te stellen:

"De stagiairs zullen seminaries en voor-drachten moeten bijwonen".

+
+ +

Het lijkt niet nodig voor ieder stagiair tijdens de tweede stageperiode een nieuw dossier aan te leggen, dat verschilt van het "beoordelingsdossier" voorgeschreven in artikel 20 (16). In het tweede lid van artikel 20 (23) kan "beoordelingsdossier" dus in de plaats van "waarderingsdossier" komen.

+
+ +

.../...

In artikel 20 (24) moet worden vermeld, welke overheid bevoegd is om het Ministerie aan te wijzen waar de stagiair de derde stageperiode zal doormaken.

De woorden "op het einde van de tweede periode" waarmede dit artikel begint, kunnen worden vervangen door "voor de derde periode". De woorden "hun tweede vormingsperiode" waarmede dit artikel besluit, kunnen worden vervangen door de woorden "de tweede periode".

De Raad van State moge eraan herinneren, dat artikel 20 (18) niet bepaalt, dat de geschiktheid en de voorkeur van de stagiair voor zijn definitieve aanwijzing in aanmerking zullen komen terwijl artikel 20 (24) bepaalt dat met deze gegevens rekening zal worden gehouden bij de keuze van het Ministerie waar de stagiair zijn derde opleidingsperiode van twee maanden zal doormaken.

\+

\+ \+

Het in artikel 20 (26) voorgeschreven examen is geen vergelijkend examen, want het is niet bestemd om kandidaten uit te kiezen voor een vooraf bepaald aantal plaatsen. Bovendien steunt de eindbeslissing om de stagiair tot benoeming toe te laten niet uitsluitend op de uitslagen van het in artikel 20 (26) voorgeschreven examen, maar ook op de gegevens van

.../...

het beoordelingsdossier, zoals blijkt uit artikel 20 (29). In feite is dit examen een einde-stage-examen waarop punten staan.

Voorgesteld wordt in het eerste lid de woorden "vergelijkend examen voor vaste aanstelling" te vervangen door de woorden "einde-stage-examen" en, in het tweede lid, de term "vergelijkend examen" te vervangen door het woord "examen".

\+

\+ +

Het ontwerp bevat geen artikel 20 (27). De artikelen na artikel 20 (26) moeten dus worden vernummerd.

\+

\+ +

Luidens het tweede lid van artikel 20 (28) worden de "waarderingsfiches" door de algemene stagemeester "herzien". Het schijnt niet in de bedoeling van de Regering te liggen de algemene stagemeester te machtigen om de beoordelingen, welke de departementale stagemeester op de kaarten heeft aangebracht, te wijzigen. Het lijkt normaler, de algemene stagemeester te machtigen om de kaart aan te vullen met vermelding van zijn persoonlijke opmerkingen naast die van de departementale stagemeester. Dit lid kan worden gelezen als volgt :

.../...

"Deze kaarten worden voorgelegd aan de algemene stagemeester die er zijn opmerkingen op vermeldt".

In het derde lid van artikel 20 (28) vervange men de woorden "de Minister die het algemeen bestuur onder zijn bevoegdheid heeft" door de woorden "de Minister tot wiens bevoegdheid de dienst van algemeen bestuur behoort".

+

+ +

Luidens artikel 20 (29) "wordt de definitieve aanstelling van de stagiair door de stagecommissie uitgesproken". Ter wille van 's Konings grondwettelijke prerogatieven, kan beter worden gezegd, dat de commissie vaststelt dat de stagiair benoembaar is.

Met inachtneming van deze opmerking en die welke over de artikelen 20 (23) en 20 (26) zijn gemaakt, wordt voorgesteld artikel 20 (29) te lezen als volgt :

"Op het einde van de proeftijd stelt de stagecommissie vast, dat de stagiair benoembaar is,of dankt zij hem af.

Deze commissie steunt haar oordeel op de twee volgende gegevens waaraan zij eenzelfde waarde hecht :

.../...

1° het beoordelingsdossier van de stagiair;

2° de cijfers, behaald in het einde-stage-examen.

De eindbeoordeling wordt uitgedrukt door een cijfer, dat dient voor het rangschikken van de stagiairs van een zelfde promotie.

Het beoordelingsdossier moet bevatten :

1° de gegevens van dit dossier, vastgesteld na de periode die in het opleidingscentrum is doorgemaakt;

2° de maandelijkse beoordelingskaarten, opgemaakt gedurende de tweede en de derde periode".

\+

\+ +

De bepaling van artikel 20 (31) moet komen vóór die van artikel 20 (30).

\+

\+ +

Zoals er reeds in de algemene opmerkingen is op gewezen, kan het volgende zich voordoen : aangezien het aantal aan te werven stagiairs wordt bepaald niet naar rata van het aantal openstaande betrekkingen maar mede met inachtneming van de betrekkingen die wellicht zullen openvallen, zullen bepaalde door de commissie benoembaar bevonden stagiairs geen vaste aanwijzing krijgen indien de vooruitzichten niet geheel

.../...

worden verwezenlijkt. In beginsel kan alleen binnen de grenzen van de kaders worden benoemd, zodat benoeming in overtal alleen mogelijk is indien een verordening uitdrukkelijk daartoe machtigt. Oordeelt de Regering dat benoembaar bevonden stagiairs mogen worden benoemd zelfs als er geen betrekkingen te begeven zijn, dan dient artikel 20 (30) van het ontwerp dit duidelijk te kennen te geven en nader te bepalen, voor welke betrekkingen de in overtal benoemde ambtenaren zullen worden aangewezen.

Anderzijds ware het nuttig te bepalen, dat de ambtenaar die na afloop van zijn proeftijd wordt benoemd, voor een ander Ministerie kan worden aangewezen indien geen betrekking van zijn graad te begeven is in het Ministerie, waar hij zijn tweede opleidingsperiode heeft doorgemaakt.

Dit artikel kan beter beginnen als volgt :

"De stagiair die door de commissie benoembaar is bevonden, wordt door Ons benoemd ...".

+

\+ +

.../...

In artikel 20 (32) behoort te worden gezegd, welke overheid bevoegd is om de eed af te nemen. Dit artikel zou kunnen luiden als volgt :

"Na zijn benoeming legt de ambtenaar in handen van .... de door het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af".

\+

\+ +

Artikel 20 (33) zou moeten worden aangevuld met een bepaling tot regeling van het herstel van arbeidsongevallen, afgezien van de vergoeding van dokterskosten en bijkomende kosten. Voorts verdient het aanbeveling na te gaan of het wel logisch is, alle bepalingen die onder 7° van het artikel zijn opgesomd op de stagiairs toe te passen.

\+

\+ +

Bij artikel 20 (34) geldt, voor zover de onderbreking van de proeftijd wegens militaire verplichtingen betreft, dezelfde opmerking als bij artikel 20 (8).

\+

\+ +

Ook wanneer geen tekst het voorschrijft, moeten de rechten van verdediging in geval van afdanking zonder opzegging wegens schuld worden geëerbiedigd. Verkieslijk zou alleszins zijn, in artikel 20 (35) uitdrukkelijk te bepalen dat de schuldigde stagiair vooraf zal worden gehoord.

.../...

OPMERKINGEN BIJ DE ARTIKELEN 3 TOT 16 VAN HET ONTWERP.

Artikel 3.

Als overgangsbepaling zou dit artikel, zoals gebruikelijk, aan het eind van het ontwerp moeten staan.

Artikel 4.

Dit artikel verklaart het besluit van de Regent van 1 april 1948 houdende vaststelling der wervingsformaliteiten voor de betrekkingen van adjunct-inspecteur van Financiën en van adjunct-adviseur van algemeen bestuur van verdere toepassing.

Evenals artikel 14 van het ontwerp, zegt artikel 4 wat er gebeurt met sommige bepalingen die bijzondere regelen inzake werving vaststellen. Het ware dan ook logischer, de bepalingen van beide artikelen te groeperen.

Bovendien lijkt artikel 4, gelet op het feit dat de adjunct-inspecteurs van Financiën en de adjunct-adviseurs van algemeen bestuur een weddeschaal van groep G genieten, neer te komen op een loutere toepassing van artikel 14.

.../...

Artikel 5.

Dit artikel vult artikel 18 van het statuut van 2 oktober 1937 aan met een nieuwe, als volgt luidende bepaling :

"Dit artikel mag niet worden toegepast op de werving voor een graad van de eerste categorie waaraan niet ten minste een weddeschaal van de groep G is verbonden".

Gelet op de bewoordingen waarin ze is gesteld en op het feit, dat het ontwerp alleen betrekking heeft op werving voor de eerste categorie, lijkt de nieuwe bepaling de vraag of artikel 18 voor werving in andere categorieën kan worden toegepast, onbeantwoord te laten. Het ware gewenst die moeilijkheid uitdrukkelijk op te lossen.

Artikel 6.

Zie de opmerkingen bij artikel 20 (5), door het ontwerp in het statuut ingevoegd.

Artikel 8.

De tekst die in de plaats van artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 moet komen, ware beter als volgt te stellen :

"Artikel 1.-

Een bij de eerste categorie van het Rijkspersoneel ingedeelde graad "bestuurssecretaris" wordt ingesteld. Die graad wordt verleend ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikel 13.

Indien de wijzigingen die de Raad van State inzake inkleding van de tekst voorstelt, worden aangenomen, is artikel 13 van het ontwerp overbodig, de daarin voorkomende overgangsbepaling, die echter verduidelijkt zou dienen te worden, niet te na gesproken.

Toe te voegen overgangsbepaling.

Kan uit artikel 13 van het ontwerp worden afgeleid, dat ambtenaren die vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit in een graad van de eerste categorie zijn aangeworven, dit wil zeggen ambtenaren die vóór die datum tot de stage zijn toegelaten, aan de thans geldende regeling onderworpen blijven, niet geregeld wordt het geval van hen die geslaagd zijn voor een vóór die datum ingericht of begonnen vergelijkend toelatingsexamen en van de kandidaten die na zulk een examen in de wervingsreserve zijn opgenomen. Is het denkbaar dat de wervingsreserve wordt afgeschaft, moeilijker kan worden aanvaard, dat de laureaten alle recht zouden verliezen op benoeming in de ambten, waarvoor de door hen afgelegde toelatingsexamens werden ingericht.

Het ontwerp ware aan te vullen met een bepaling die in het geval van die laureaten voorziet.

.../...

Artikel 14.

Artikel 14 bedoelt de ambtenaren die niet ten minste een weddeschaal van de groep G genieten, te onttrekken aan de toepassing van de bepalingen die bijzondere wervingsmodaliteiten vaststellen.

Dat nochtans zeer belangrijk artikel is zó vaag gesteld, dat het tal van moeilijkheden kan doen ontstaan.

1. Al is de tekst dubbelzinnig, toch lijkt een onderscheid te moeten worden gemaakt tussen de besluiten die er zich toe bepaald hebben bij toepassing van artikel 4 van het statuut van 2 oktober 1937 bijkomende benoembaarheidsvereisten vast te stellen en de besluiten die in afwijking van het statuut, bijzondere regelen inzake werving hebben voorgeschreven. De eerste zouden van toepassing blijven, de andere niet.

2. Waar het zegt, dat de bedoelde bepalingen "niet meer van toepassing zijn op Rijksambtenaren die na de inwerkingtreding van dit besluit worden aangeworven", lijkt artikel 14, eerste lid, die bepalingen op te heffen, met dien verstande dat ze bij wijze van overgang toepasselijk blijven op ambtenaren die vóór de inwerkingtreding van het besluit zijn aangeworden.

.../...

Het tweede lid van dat artikel blijkt het eerste tegen te spreken, aangezien het in uitzicht stelt dat latere koninklijke besluiten die bijzondere bepalingen met het ontwerp zullen in overeenstemming brengen.

Eigenlijk is het zó, dat het eerste lid veeleer beoogt de toepassing van de bedoelde bepalingen alleen maar op te schorten, en dat het tweede lid enkel een voornemen te kennen geeft. De juridische strekking van artikel 14 zou dan ook nader moeten worden bepaald.

3. Ter wille van de rechtszekerheid is het wel jammer, dat het toepassingsgebied van het artikel niet uitdrukkelijk is aangegeven. Om dit te verhelpen, ware het alleszins gewenst naast een algemene bepaling die voorzichtigheidshalve wordt behouden, een bepaling op te nemen volgens welke "onder meer geschorst wordt de toepassing (van de besluiten waarvan een lijst kan worden aangelegd)".

Artikel 15.

Indien de Regering de door de Raad van State voorgestelde tekstinkleding aanvaardt, is dit artikel overbodig.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par MM.HUBERLANT, auditeur, LIGOT et DE LEYE, substituts, CUYVERS, membre du bureau de coordination.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de HH.HUBERLANT, auditeur, LIGOT en DE LEYE, substituten, CUYVERS, Leidend Lid van het Coördinatiebureau.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.